

M. TARABELLA,
 Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie
 C. FONCK,
 Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

- (1) *Zitting 2006-2007*
 Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.378-1.
Zitting 2007-2008
 Stukken van het Parlement – Verslag, nr. 378-2;
 Integraal verslag - Bespreking en aanname - Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/15479]

**1^{er} FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget
de la Communauté française pour l'année budgétaire 1999 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**PREMIERE PARTIE . SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE
DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE
ANNÉE BUDGETTAIRE 1999**

**CHAPITRE I^{er}
Engagements effectués en exécution du budget
§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement**

Article 1^{er}

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1999, s'élèvent à 1.194.600.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 999.552.558 francs (annexe tableau I colonne 4)

Article 3

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 195.047.442 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement**Article 4**

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 1999 s'élèvent à 7.443.070.938 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 1999, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de -331.738.927 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 1999 à 7.111.332.011 francs (annexe tableau IV engagements colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 36 et 39 du décret du 17 juillet 1998 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1999 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 1999 s'élèvent à 6.299.919.165 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

Article 6

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1999 à 811.412.846 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

**CHAPITRE II
Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget**

§ 1^{er} Fixation des recettes**Article 7**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 1999 à la somme de 238.109.839.858 francs (annexe tableau II colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes	230.851.000.356
- recettes fiscales et générales en capital :	14.491.378
- produits d'emprunt	7.244.348.124

Article 8

Les recettes budgétaires de l'année 1999 s'élèvent à 238.109.839.858 francs (annexe tableau II colonne 3).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes :	230.851.000.356
- recettes fiscales et générales en capital :	14.491.378
- produits d'emprunt :	7.244.348.124

Article 9

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 francs (annexe tableau II colonne 4)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau II colonne 5) (en francs)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	
b. droits reportés à l'année budgétaire 2000 (annexe tableau annexe II colonne 6)	
- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	

§ 2 Fixation des crédits de dépenses**Article 10**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1999 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnancement des dépenses de la manière suivante :

(annexe tableau III, colonne 1).

Crédits d'ordonnancement	1.147.100.000
Crédits non dissociés	241.883.800.000

Article 11

Ces autorisations de dépenses ont été modifiées par les ajustements effectués en vertu des décrets d'ajustement pour un montant de -913.300.000 francs se décomposant comme suit (ajustement net) (annexe tableau III colonne 2) :

Crédits d'ordonnancement	-19.500.000
Crédits non dissociés	-893.800.000

Article 12

Les autorisations de dépenses résultant des articles 10 et 11 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 5.239.568.305 francs en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau III colonne 3) :

Crédits d'ordonnancement	5.239.568.305
Crédits non dissociés	

Article 13

- En vertu des articles 10, 11 et 12 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1999 s'élève à 247.357.168.305 francs (annexe tableau III, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

Crédits d'ordonnancement	1.127.600.000
Crédits non dissociés	246.229.568.305

§ 3 Fixation de la situation des dépenses**Article 14**

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 1999 se montent à 237.777.544.560 francs (annexe tableau III, colonnes 5, 6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnancement	163.486.040	744.649.265	908.135.305
Crédits non dissociés	2.230.179.701	234.639.229.554	236.869.409.255
total	2.393.665.741	235.383.878.819	237.777.544.560

Article 15

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 237.755.294.560 francs dont :

Crédits d'ordonnancement	908.135.305
Crédits non dissociés	236.847.159.255
(annexe tableau III, colonne 8)	

Article 16

Pour les dépenses restant à régulariser d'un montant de 22.250.000 francs dont

Crédits d'ordonnancement

Crédits non dissociés

22.250.000

Il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau III, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits**Article 17**

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 13) et les opérations imputées (article 14) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1999 de 9.579.623.745 francs se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnancement

219.464.695

Crédits non dissociés

9.360.159.050

Article 18

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1999 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 251.456.892 francs dont :

Crédits d'ordonnancement

0

Crédits non dissociés

251.456.892

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau VI de l'annexe.

Article 19

Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1999 comprend :

(annexe tableau III, colonnes 11 et 12).

	Crédits d'ordonnancement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	219.464.695	2.646.879.017	2.866.343.712
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante	0	6.964.736.925	6.964.736.925

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1999**Article 20**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1999 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 238.109.839.858 francs

Les dépenses s'élèvent à 237.777.544.560 francs

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les recettes excèdent les dépenses de 332.295.298 francs

Comme le solde à la fin de l'année budgétaire 1998 s'élevait à -8.938.774.353 francs, le solde fin de l'année budgétaire 1999 s'élève à -8.606.479.055 francs

CHAPITRE III
Recettes et dépenses relatives aux crédits variables**§ 1. Fixation des recettes affectées****Article 21**

Les droits constatés de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 1999 à 7.443.070.938 francs (annexe tableau II recettes affectées) dont

Recettes courantes

7.415.021.909

Recettes en capital

28.049.029

§ 2. Fixation des crédits variables d'ordonnancement**Article 22**

Les crédits variables d'ordonnancement ouverts et affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 1999 s'élèvent à 7.443.070.938 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 2)

Le solde de départ au 1 janvier 1999 étant de -310.986.430 francs, le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 7.132.084.508 francs (annexe tableau IV ordonnancement colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 36 et 39 du décret du 17 juillet 1998 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1999 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables**Article 23**

Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnancement de l'année budgétaire 1999 s'élèvent à 6.232.275.755 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 4).

Article 24

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 1 et 23, le solde annuel des crédits variables d'ordonnancement s'établit à 1.210.795.183 francs

Article 25

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 2 et 23 ci-dessus, le disponible en ordonnancements - crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 1999 à 899.808.753 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 5). Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV
Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Article 26

Les décrets budgétaires de l'année 1999 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
- Recettes	0
- Dépenses	0

(annexe tableau V, colonnes 1, 2).

Article 27

Le solde disponible au 1^{er} janvier 1999 s'élevait à -117.942.737 francs (annexe tableau V colonne 7)
Aucune recette n'a été enregistrée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

Article 28

Aucune dépense n'a été imputée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

Article 29

Aucune opération de recettes et de dépenses n'ayant été effectuée ainsi qu'il ressort des articles 27 et 28, le solde disponible au 31 décembre 1999 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à -117.942.737 francs (annexe tableau V colonne 9). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V
Résultat global

Article 30

Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 20, 23 et 29 du présent décret, le résultat global du budget 1999 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto : 332.295.298

Crédits variables : 1.210.795.183

Section particulière :

Total : 1.543.090.481

**DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS
DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE**

CHAPITRE I

Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion séparée
du ministère de la Communauté française

§ 1^{er} fixation des recettes**Article 31**

Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 8.194.100.000 francs (annexe tableau VII colonne 1)

Les recettes pour l'année budgétaire 1999 s'élèvent à 14.731.242.906 francs.

Elles se décomposent comme suit

Solde au 1 ^{er} janvier	5.193.456.439
----------------------------------	---------------

Recettes de l'année	9.537.786.467
---------------------	---------------

(annexe tableau VII colonnes 3 et 6)

Le montant de 14.731.242.906 francs constitue le disponible pour les dépenses de l'année 1999.

§ 2 . fixation des dépenses**Article 32**

Les prévisions de dépenses s'élèvent à 8.673.671.040 francs (annexe tableau VII colonne 2).
Les dépenses sont fixées à la somme de 9.351.766.366 francs (annexe tableau VII colonne 4).

§ 3. résultat budgétaire**Article 33**

Par suite des articles 31 et 32, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 186.020.101 francs.
Le disponible au 31 décembre 1999 est fixé au montant de 5.379.476.540 francs
Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION
DES BUDGETS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

CHAPITRE I

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Année courante

Article 34

Référence budgétaire : décret du 17 juillet 1998 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1999 article 41 157 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Commissariat général aux Relations Internationales est établi comme suit : pour l'année 1999

a)	recettes	
	recettes prévues par le décret budgétaire	1.116.231.000
	recettes imputées	1.064.623.967
	différence	51.607.033
b)	dépenses	
	crédits alloués par le décret budgétaire	1.220.608.000
	crédits complémentaires à accorder	
	total des crédits	1.220.608.000
	dépenses imputées	1.098.057.966
	excédent de crédits à annuler	122.550.034
c)	récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1999	
	se résume comme suit	
	recettes	1.064.623.967
	dépenses	1.098.057.966
	excédent de dépenses	-33.433.999

CHAPITRE II
FONDS D'EGALISATION DES BUDGETS

Année courante

Article 35

Référence budgétaire : décret du 17 juillet 1998 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1999 article 41

157 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Fonds d'égalisation des budgets pour l'année 1999 est établi comme suit :

a)	recettes	
	recettes prévues par le décret budgétaire	2.500.000.000
	recettes imputées	0
	différence	-2.500.000.000
b)	dépenses	
	crédits alloués par le décret budgétaire	1.857.300.000
	crédits complémentaires à accorder	
	total des crédits	1.857.300.000
	dépenses imputées	1.857.300.000
	excédent de crédits à annuler	0

c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1999	
se résume comme suit	
recettes	0
dépenses	1.857.300.000
excédent de dépenses	-1.857.300.000

CHAPITRE III**SERVICE DE PERCEPTION DE LA REDEVANCE RADIO ET TELEVISION
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE**

Année courante

Article 36

Référence budgétaire : décret du 17 juillet 1998 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1999 article 41

157 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Fonds d'égalisation des budgets pour l'année 1999 est établi comme suit :

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	247.000.000
recettes imputées	311.034.334
différence	64.034.334
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	247.000.000
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	247.000.000
dépenses imputées	330.216.598
excédent de crédits à annuler	-83.216.598
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1999	
se résume comme suit	
recettes	311.034.334
dépenses	330.216.598
excédent de dépenses	-19.182.264

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} février 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

Note

(1) Session 2006-2007

Documents du Parlement – Projet de décret, n° 379-1.

Session 2007-2008

Documents du Parlement – Rapport, n° 379-2 ;

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – séance du 22 janvier 2008.

ANNEXE TABLEAUX RELATIFS AU DECRET CONTENNANT LE REGLEMENT DEFINITIF DU
BUDGET POUR L'ANNEE 1999

- I. ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS
- II. RECETTES
- III. DEPENSES
- IV CREDITS VARIABLES
- V SECTION PARTICULIERE
- VI DEPASSEMENTS DE CREDITS
- VII SERVICES A GESTION SEPAREE

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

Commissariat général aux relations internationales

Agence de prévention du sida

Fonds d'égalisation des budgets

Services de perception de la redevance radio-télévision

tableau I - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

Budget	Crédits affectés par décrets (1)	Crédits reportés de l'année précédente (2)	Total des crédits (3)	Engagements comptabilisés pendant l'année (4)	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES		
					Engagements excédant les crédits (5)	Crédits disponibles (6)	Credits excédant les engagements
							Crédits reportés à l'année suivante (7)
Chapitre I - Services généraux	51.300.000	-	51.300.000	47.802.312	7.900	3.505.588	-
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	663.300.000	-	663.300.000	619.538.333	-	43.761.667	43.761.667
Chapitre III - Education, recherche et Formation	480.000.000	-	480.000.000	332.211.913	-	147.788.087	147.788.087
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-
BUDGET GENERAL	1.194.600.000	-	1.194.600.000	999.552.558	7.900	195.055.342	-
							195.047.442

tableau II - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES				DIFFÉRENCE ENTRE PRÉVISIONS ET RECOUVRÉMENTS	
	Prévisions (1)	Droits constatés (2)	Recettes imputées (3)	Déférence entre droits constatés et recettes imputées (4)	Droits reportés (6) à porter en suréance indéfinie (5)	Prévisions supérieures aux recouvrements (7)
Recettes courantes						
Recettes fiscales	10.104.700.000	10.127.621.318	10.127.621.318	0	0	22.921.318
Recettes générales	224.444.900.000	220.723.379.038	220.723.379.038	0	0	3.757.012.135
Recettes affectées	6.364.700.000	7.415.021.909	7.415.021.909	0	0	3.221.695.660
<i>Total recettes courantes</i>	<i>240.914.300.000</i>	<i>238.266.022.265</i>	<i>238.266.022.265</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>4.330.430.060</i>
Recettes en capital						
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0
Recettes générales	16.400.000	14.491.378	14.491.378	0	0	1.926.622
Recettes affectées	29.800.000	28.049.029	28.049.029	0	0	3.185.093
<i>Total recettes en capital</i>	<i>46.200.000</i>	<i>42.540.407</i>	<i>42.540.407</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1.452.122</i>
<i>Produit d'emprunts</i>	<i>7.551.600.000</i>	<i>7.244.348.124</i>	<i>7.244.348.124</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>307.231.876</i>
TOTAL GENERAL	248.512.100.000	245.552.910.796	245.552.910.796	0	0	4.331.882.182

	Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Droits annulés ou portés en suréance	Droits reportés	Différence entre prévisions et réalisations							
							-	+						
PARTIE I														
Titre I - Recettes courantes														
Secteur I - Recettes fiscales et de droits partoutiers														
Redistributions, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110, §2, de la Constitution														
36.01	Impôt des Communautés : produit net attribué à la Communauté française de la recherche radio et télévision	10.104.700.000	10.127.621.318	10.127.621.318	-	-	-	22.921.318						
Total secteur I		10.104.700.000	10.127.621.318	10.127.621.318	-	-	-	22.921.318						
Secteur II - Recettes générales														
Versements par les organismes d'intérêt public en vue du patientement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ancien fonds 66.10.1.C) MCAS														
08.01	Versements correspondant aux moyens non utilisés du budget de l'année 1999	968.400.000	968.440.031	968.440.031	-	-	-	-						
08.03	Contribution du Fonds d'égalisation des budgets de la Communauté française	1.857.300.000	1.857.300.000	1.857.300.000	-	-	-	40.031						
08.04	Remboursements des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	738.000.000	451.525.728	451.525.728	-	-	286.474.272	-						
11.01	Remboursements des rémunérations d'enseignants mis à la disposition d'ASEBL	515.000.000	118.089.454	118.089.454	-	-	396.910.546	-						
12.01	Versement des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen des avances de fonds (peur mémoire)	92.000.000	71.091.862	71.091.862	-	-	20.908.138	-						
16.01	Produits divers	457.500.000	126.249.998	126.249.998	-	-	331.250.102	-						
16.02	Remboursement de sommes indûment versées (pour mémoire)	-	314.706	314.706	-	-	314.706	-						
16.03	Droits d'inscription à l'enseignement à distance.	10.000.000	7.538.042	7.538.042	-	-	2.461.938	-						
16.04	Droits d'inscription à l'enseignement dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française.	144.000.000	104.219.925	104.219.925	-	-	39.790.075	-						
16.05	Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale (ancien fonds 66.33, 66.34 et 66.35 A)	49.200.000	-	-	-	-	49.200.000	-						
16.07	Produit de la redevance afférante à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège (ancien fonds 66.55)	360.000.000	360.000.000	360.000.000	-	-	-	-						
16.21	Droits d'équivalence des diplômes obtenus à l'étranger	66.600.000	16.605.514	16.605.514	-	-	49.994.486	-						
16.22	Droits d'honorabilité des certificats et diplômes	73.400.000	71.732.166	71.732.166	-	-	1.667.834	-						
29.01	Intérêts de placements	764.500.000	79.636.436	79.636.436	-	-	-	35.136.436						
46.01	Partie attribuée du produit de l'I.P.P.	58.329.400.000	58.329.400.000	58.329.400.000	-	-	2.500.000.000	-						
46.02	Partie attribuée du produit de la F.V.A.	158.350.800.000	155.850.800.000	155.850.800.000	-	-	-	-						
46.03	Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires	-	-	-	-	-	-	-						
46.05	Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	1.470.800.000	1.470.800.000	1.470.800.000	-	-	-	-						
46.06	Correction définitive donations Région wallonne-coocof	154.800.000	119.635.276	119.635.276	-	-	35.164.724	-						
46.07	Correction définitive cotisation de responsabilisation	-	-	-	-	-	-	-						
46.08	Intervention de la Région wallonne et de la cooc relatifivement à l'accueil des élèves dans l'enseignement spécial	43.200.000	-	-	-	-	43.200.000	-						
Total secteur II		224.444.900.000	220.723.379.038	220.723.379.038	-	-	3.757.012.135	3.721.520.962						
Secteur III - Recettes affectées							35.291.173							

06.03	Recettes diverses, dont, legs et interventions de la Loterie nationale pour la recherche scientifique	45.000.000	43.600.000	43.600.000	-	-	1.400.000	-
06.04	Recettes diverses, droits d'inscription, produit de la vente de périodiques, subsabads d'institutions internationales pour des actions culturelles	-	1.872.093	1.872.093	-	-	1.872.093	-
06.05	Recettes diverses, donatitions, legs, dotation de la Loterie nationale, droits d'inscription, abonnements, redevances, produits d'impôts, de taxes, parrainage commercial dans le domaine sportif	360.000.000	570.291.068	570.291.068	-	-	210.291.068	-
06.06	Interventions pour dégâts occasionnés au matériel fourni en prêt et produit de la vente de matériel déclassé	100.000	-	-	-	-	100.000	-
16.08	Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque centrale de la Communauté française	5.600.000	5.335.248	5.335.248	-	-	264.652	-
16.09	Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque centrale de la Communauté française	1.200.000	4.442.525	4.442.525	-	-	3.242.525	-
16.10	Droits d'inscription à des activités d'animateurs socio-culturels	800.000	867.571	867.571	-	-	67.571	-
16.11	Contribution de la RTBF et des radios privées	7.500.000	6.646.220	6.646.220	-	-	853.780	-
16.12	Ressources provenant de la publicité commerciale à la RTBF et à RTL/TVi	170.000.000	177.585.550	177.585.550	-	-	7.585.550	-
16.13	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre culturel Marcel Hicter	31.000.000	19.876.899	19.876.899	-	-	11.123.101	-
16.14	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Rosseignol	8.800.000	2.080.610	2.080.610	-	-	6.719.390	-
16.15	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Sereno	4.300.000	1.630.904	1.630.904	-	-	2.669.096	-
16.16	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française)	25.000.000	12.693.514	12.693.514	-	-	12.306.486	-
16.17	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale. (Officiel subventionné)	30.000.000	9.196.213	9.196.213	-	-	20.803.787	-
16.18	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale. (Libre subventionné)	24.000.000	6.772.956	6.772.956	-	-	17.227.044	-
16.20	Quotepart des droits d'inscription dans les centres sportifs	170.000.000	256.644.752	256.644.752	-	-	86.644.752	-
26.01	Produits de rentes versées par des particuliers pour le domaine culturel	1.000.000	138.396	138.396	-	-	861.104	-
30.01	Récupération d'allocations familiales et recouvrement de parts contributives dans le domaine de l'aide à la jeunesse, et de la protection de la jeunesse	27.000.000	22.702.395	22.702.395	-	-	4.257.605	-
30.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle	215.000.000	201.919.447	201.919.447	-	-	13.080.553	-
39.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle	100.000.000	-	-	-	-	-	-
39.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit	286.600.000	-	-	-	-	3.876.711.471	-
39.03	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - matières culturelles	600.000.000	3.976.711.471	3.976.711.471	-	-	3.876.711.471	-
39.04	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - COCOF	450.000.000	-	-	-	-	1.506.751	-
39.05	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - Région wallonne	1.550.000.000	-	-	-	-	112.266.452	-
39.06	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - Enseignement à horaire réduit	135.300.000	103.768.248	103.768.248	-	-	31.551.752	-
39.07	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - enseignement de promotion sociale	181.700.000	183.206.751	183.206.751	-	-	1.506.751	-
39.08	Intervention de l'Union européenne pour des infrastructures culturelles	200.000.000	87.733.548	87.733.548	-	-	15.000.000	-
40.01	Remboursement des remunerations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental par le Forest et l'Orbem	718.900.000	723.778.709	723.778.709	-	-	4.878.709	-

40.02	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial de l'Orbem et l'Orbem.	73.100.000	65.199.914	65.199.914	-	-	7.900.086
40.03	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale par le Forem et l'Orbem	40.900.000	18.503.518	18.608.518	-	-	22.591.482
40.04	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire par le Forem et l'Orbem	280.900.000	263.130.122	263.130.122	-	-	17.769.878
40.05	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire par le Forem et l'Orbem	69.400.000	46.800.663	46.800.663	-	-	22.591.337
40.06	Remboursement des rémunérations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communautaires, par le Forem et l'Orbem	-	-	-	-	-	-
40.07	Versements de l'ONE pour le subventionnement des centres de vacances contributives de l'Orbem et du Forem dans les rémunérations des agents contractuels subventionnés attractifs au ministère de la Culture et des Affaires sociales	36.600.000	22.569.925	22.569.925	-	-	-
49.32	Contributions de l'Orbem et du Forem dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur culture)	500.000.000	578.544.023	578.544.023	-	-	78.544.023
49.33	Contributions de l'Orbem et du Forem dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur sport)	-	673.056	673.056	-	-	673.056
Total secteur III		6.364.700.000	7.415.021.909	7.415.021.909	-	-	3.221.675.660
Titre II - Recettes courantes		240.914.300.000	238.265.022.265	238.265.022.265	-	-	4.277.017.569
Titre II - Recettes en capital		1.050.321.909	1.050.321.909	1.050.321.909	-	-	4.330.430.060
Secteur II - Recettes générales							
76.01	Produit de la vente d'immeubles	7.200.000	7.200.000	7.200.000	-	-	-
76.02	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux (sauf mémoire)	4.200.000	4.218.000	4.218.000	-	-	18.000
76.03	Recettes diverses	5.000.000	3.973.378	3.973.378	-	-	1.926.622
76.04	Remboursement de sommes indûment payées (sauf mémoire)	-	-	-	-	-	-
Total secteur II		16.400.000	14.491.378	14.491.378	-	-	1.926.622
Secteur III - Recettes affectées							
86.01	Remboursements de prêts accordés à des éditeurs	7.200.000	8.329.122	8.329.122	-	-	1.329.122
86.02	Remboursements de dettes accordées à des librairies	100.000	205.000	205.000	-	-	105.000
87.01	Remboursements de prêts accordés au personnel ou ayant droit(s)	2.500.000	1.234.000	1.234.000	-	-	1.266.000
87.02	Remboursements des prêts d'études	20.000.000	18.080.907	18.080.907	-	-	1.919.093
Total secteur III		29.800.000	28.049.029	28.049.029	-	-	3.185.093
Total recettes en capital		46.200.000	42.540.407	42.540.407	-	-	1.457.122
TOTAL RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL		240.960.500.000	238.308.562.672	238.308.562.672	-	-	1.750.971
Titre III - Produits d'emprunts							
96.01	Produits des emprunts d'une durée supérieure à un an en francs belges	5.700.000.000	5.700.000.000	5.700.000.000	-	-	-
96.02	Produits des emprunts correspondant aux amortissements 1996 de la dette directe et indirecte	1.851.600.000	1.544.348.124	1.544.348.124	-	-	307.251.876
TOTAL PRODUIT D'EMPRUNT		7.551.600.000	7.244.348.124	7.244.348.124	-	-	307.251.876
TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		248.512.100.000	245.552.910.796	245.552.910.796	-	-	7.291.071.356
							4.331.882.182

tableau III - COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

	ALLOCATION DES CREDITS				SITUATION DES DEPENSES				REGLLEMENT DES CREDITS		
	Credits initiaux (1)	Credits ajustés (nues) (2)	Credits reportés (3)	Credits totaux (4)	Operations enjettées		Paiements effectués, justifiés ou régularisés (8)	Paiements restant à régulariser (9)	Credits complémentaires (*) (10)	Credits reportés à l'année budgétaire 2000 (11)	Credits non utilisés à annuler (12)
					Prestations des années antérieures (5)	Prestations de l'année (6)					
I Services généraux											
a) crédits non dissociés	11.028.500.000	12.000.000	417.971.513	11.566.471.513	101.542.732	8.306.922.126	8.403.664.558	-	1.561.038	2.992.685.410	1.66.682.283
b) crédits d'ordonnancement	98.000.000	-46.700.000	-	51.300.000	-	43.300.000	43.300.000	-	-	-	8.000.000
II Culture et Affaires sociales											
a) crédits non dissociés	23.398.800.000	268.500.000	1.355.400.697	25.592.700.697	1.198.505.168	22.913.558.470	24.112.162.638	-	500.000	1.307.786.627	83.250.432
b) crédits d'ordonnancement	649.100.000	27.200.000	-	676.300.000	-	634.934.276	634.934.276	-	-	-	41.365.724
III Education et Recherche											
a) crédits non dissociés	179.887.700.000	425.300.000	1.786.833.846	182.099.833.846	922.642.650	178.492.059.490	179.414.732.140	22.250.000	249.395.654	2.227.826.639	706.671.521
b) crédits d'ordonnancement	400.000.000	-	400.000.000	163.486.040	66.414.989	229.901.029	229.901.029	-	-	-	170.098.971
IV Dette publique											
a) crédits non dissociés	3.761.400.000	-1.525.800.000	1.636.462.249	8.922.062.249	7.389.151	6.801.039.468	6.808.448.619	-	-	-	436.438.849
V Dotations à la RNV et la COCOR											
a) crédits non dissociés	18.307.400.000	-181.800.000	12.900.000	18.135.500.000	-	18.125.600.000	18.125.600.000	-	-	0	12.900.000
Total											
a) crédits non dissociés	241.883.800.000	-893.800.000	5.239.568.305	246.229.568.305	2.210.179.701	234.639.229.514	236.847.159.255	22.250.000	251.456.892	6.964.736.925	2.645.879.017
b) crédits d'ordonnancement	1.147.100.000	-19.500.000	0	1.127.600.000	163.486.040	744.659.265	908.135.305	0	0	0	219.464.695
Total général	243.030.900.000	-913.300.000	5.239.568.305	241.757.168.305	2.393.665.741	235.383.878.819	237.777.544.560	22.250.000	251.456.892	6.964.736.925	2.866.343.712

(*) A ajouter par le décret de règlement définitif du budget.

tableau IV - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNEMENTS DES CREDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS (4) AU 31.12.1999 (5)	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.1999 (5)
	Solde reporté (ter réductions de visu) (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)		
I Services généraux	1.996.294.815	4.001.153.489	5.997.448.304	2.552.716.087	3.444.732.217
II Culture et Affaires sociales	-562.757.305	1.835.272.095	1.272.514.790	1.739.916.038	-467.401.248
III Education et recherche	-1.765.276.437	1.606.645.354	-158.631.083	2.007.287.040	-2.165.918.123
TOTAL	-31.738.927	7.443.070.938	7.111.332.011	6.299.919.165	811.412.846

ORDONNEMENTS	RECETTES			ORDONNEMENTS (4) AU 31.12.1999 (5)	DISPONIBLE EN ORDONNEMENTS AU 31.12.1999 (5)
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	1.996.294.815	4.001.153.489	5.997.448.304	2.552.716.087	3.444.732.217
II Culture et Affaires sociales	-545.479.173	1.835.272.095	1.289.792.922	1.672.272.628	-382.479.706
III Education et recherche	-1.761.802.072	1.606.645.354	-155.156.718	2.007.287.040	-2.162.443.758
TOTAL	-310.986.430	7.443.070.938	7.132.084.508	6.232.275.755	899.808.753

tableau V - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIÈRE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées			Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.1999 (9)	
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses	Total (4)	Restant à régulariser (5)	Au 01.01.1999 (7)	Au 31.12.1999 (8)	
Education, Recherche et Formation	0	0	0	0	0	0	0	-117.942.737	-117.942.737
TOTAUX	0	0	0	0	0	0	-117.942.737	-117.942.737	-117.942.737

tableau VI- DEPASSEMENTS DE CREDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
CHAPITRE I - Services généraux	
DO 4 - Dépenses de Cabinet du ministre de la Culture et de l'Education permanente	
Programme 0 - Subsistance	1.190.044
	Total DO 04
	1.190.044
DO 5 - Promotion des Arts de la scène	
Programme 0 - Subsistance	370.994
	Total DO 05
	370.994
TOTAL CHAPITRE I	
	1.561.038
CHAPITRE II - Santé, affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	
DO 21 - Dépenses de cabinet du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique	
Programme 1 - Initiatives et interventions diverses	500.000
	Total DO 21
	500.000
TOTAL CHAPITRE II	
	500.000
CHAPITRE III - Education, recherche et Formation	
DO 40 - Services communs	
Programme 9 - Discrimination positive dans l'enseignement obligatoire	2.814.752
	Total DO 40
	2.814.752
DO 46 - Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique	
Programme 1 - Subsistance administration - Personnel de l'enseignement	3.187.117
	Total DO 46
	3.187.117
DO 48 - Centres P.M.S. - Inspection médicale scolaire	
Programme 4 - Dépenses de personnel des centres P.M.S.	6.624.649
	Total DO 48
	6.624.649
DO 50 - Affaires pédagogiques et pilotage de l'Enseignement de la Communauté française	
Programme 6 - Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française	4.000.000
	Total DO 50
	4.000.000
DO 51 - Enseignement préscolaire et enseignement primaire	
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles maternelles	16.877.865
Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires	4.203.886
Programme 9 - Discrimination positive et écoles de la réussite	76.032.443
	Total DO 51
	97.114.194
DO 52 - Enseignement secondaire	
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice	33.336.873
Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles à horaire réduit	79.707.817
	Total DO 52
	113.044.690
DO 53 - Enseignement spécial	
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial	4.626.548
	Total DO 53
	4.626.548
DO 55 -	
Programme 4 - Dépenses de personnel des Hautes écoles (hors dotation)	876.702
Programme 6 - Fonctionnement des écoles d'architecture	2.889.259
Programme 7 - Enseignement supérieur hors Université	2.400.000
	Total DO 55
	6.165.961
DO 57 - Enseignement artistique	
Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur	3.255.758
Programme 5 - Dépenses de personnel des éts d'enseignement sec. de PE officiels subventionnés	754.769
Programme 7 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit	7.807.416
	Total DO 57
	11.817.943
TOTAL CHAPITRE III	
	249.395.854
TOTAL	251.456.892

tableau VII - COMPTE D'EXECUTION DES SERVICES A GESTION SEPAREE

	Prévisions			Opérations comptabilisées		Soldes cumulés Au 31.12.1999 (7)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses (4)	Solde (5)	
Culture et Affaires sociales	475.700.000	836.700.000	529.325.255	484.396.183	44.929.072	408.808.218
Education, Recherche et Formation	7.718.400.000	7.836.971.040	9.008.461.212	8.867.370.183	141.091.029	4.784.648.221
TOTAUX	8.194.100.000	8.673.671.040	9.537.786.467	9.351.766.366	186.020.101	5.193.456.439
						5.379.476.540

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

BILAN AU 31 DECEMBRE 1999

ACTIF	PASSIF
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>Capitaux propres</i>
Cautions et garanties	Résultat reporté
Créances à plus d'un an	1.570.000
	Provision syndicale
	1.570.000
<i>Actifs circulants</i>	<i>Dettes</i>
Créances à un an au plus	Dettes à un an au plus
Valeurs disponibles	Dettes fiscales, salariales et sociales
	Dettes diverses
	210.757.606
	190.999.450
	14.899.697
	4.858.459
<i>Comptes de régularisation</i>	<i>Comptes de régularisation</i>
TOTAL	243.792
TOTAL	314.869.321

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>	<i>I. 1.072.001.868</i>
Autres produits d'exploitation	1.072.001.868
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>	<i>1.110.766.516</i>
Charges d'exploitation	20.472.142
Services et biens divers	105.031.086
Rémunérations, charges sociales et pensions	312.647.824
Autres charges d'exploitation	672.615.464
<i>III. Résultats d'exploitation</i>	<i>-38.764.648</i>
<i>IV. Produits financiers</i>	<i>3.476.271</i>
V. Charges financières	0
<i>VI. Perte courante avant impôts (-)</i>	<i>-35.288.377</i>
<i>VII. Produits exceptionnels</i>	<i>49.271.327</i>
<i>VIII. Charges exceptionnelles</i>	<i>16.062.033</i>
<i>IX. Perte de l'exercice avant impôts (-)</i>	<i>-2.079.083</i>
<i>XI. Perte de l'exercice (-)</i>	<i>-2.079.083</i>
<i>XIII. Perte de l'exercice à affecter (-)</i>	<i>-2.079.083</i>

AGENCE DE PRÉVENTION DU SIDA

BILAN AU 31 DECEMBRE 1999

ACTIF	PASSIF
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>Capitaux propres</i>
Immobilisations corporelles	159.882 26.373.354
	Bénéfice reporté
	Provisions
	1.800.000
<i>Actifs circulants</i>	<i>Dettes</i>
Créances à un an au plus	338.205 0
Placements de trésorerie	0 0
Valeurs disponibles	25.875.267 0
<i>Comptes de régularisation</i>	<i>Comptes de régularisation</i>
TOTAL	26.373.354
	TOTAL
	26.373.354

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>	<i>0</i>
Autres produits d'exploitation	0
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>	<i>427.605</i>
Services et biens divers	67.611
Rémunérations, charges sociales et pensions	70.015
Amortissements	289.979
Réductions de valeurs	0
Provisions pour risques et charges	0
<i>III. Résultat d'exploitation</i>	<i>-427.605</i>
<i>IV. Produits financiers</i>	<i>584.580</i>
V. Charges financières	0
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>	<i>156.975</i>
VII. Produits exceptionnels	0
VIII. Charges exceptionnelles	0
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>	<i>156.975</i>
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>	<i>156.975</i>
<i>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</i>	<i>156.975</i>

FONDS DÉGAGEMENT DES BUDGETS

BILAN AU 31 DECEMBRE 1999

ACTIF	PASSIF
<i>Actifs circulants</i>	<i>Dettes à un an au plus</i>
Valeurs disponibles	0 0
	Autres dettes
TOTAL	0
	TOTAL
	0

**SERVICE DE PERCEPTION DE LA REDDVANCE RADIO ET TELEVISION
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE**

BILAN AU 31 DECEMBRE 1999

ACTIF	PASSIF
<i>Actifs immobilisés</i>	<i>-17.681.420</i>
Immobilisations incorporelles	-17.681.420
Immobilisations corporelles	0
<i>Actifs circulants</i>	<i>84.480.554</i>
Créances à un an au plus	0
Placements de trésorerie	84.480.554
Valeurs disponibles	Autres dettes
<i>Comptes de régularisation</i>	<i>445.971</i>
TOTAL	67.245.105

COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>	<i>512.039.731</i>
Montants indûment perçus	-25.616.783
Autres produits d'exploitation	537.656.514
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>	<i>508.771.623</i>
Services et biens divers	353.438.717
Rémunérations, charges sociales et pensions	148.471.217
Amortissements	6.825.953
Réductions de valeurs	0
Autres charges d'exploitation	35.736
<i>III. Résultat d'exploitation</i>	<i>3.268.108</i>
<i>IV. Produits financiers</i>	<i>793.122</i>
V. Charges financières	376
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>	<i>4.060.854</i>
VII. Produits exceptionnels	0
VIII. Charges exceptionnelles	252.048
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>	<i>3.808.806</i>
<i>X. Impôts sur le résultat</i>	<i>118970</i>
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>	<i>3.689.836</i>
<i>XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)</i>	<i>3.689.836</i>

Annexes à l'article 36 du projet de décret de règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1999

Publications imposées par l'article 13 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 13 janvier 2000 fixant les règles générales relatives à la présentation des budgets, à la comptabilité budgétaire et à la reddition du compte d'exécution du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française

Version → lisible

Compte de résultat du Service de la perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française

I. Ventes et prestations

512.039.731

A. Chiffre d'affaires -25.616.783

708 Montants indûment perçus
708400 Montants indûment perçus reçus par particuliers -25.616.783

D. Autres produits d'exploitation 537.656.514

74 Autres produits d'exploitation

740100 Dotations reçues de la Communauté française	329.300.000
743300 Remboursement par Bxl des frais payés par Nam	7.266.969
743500 Remboursement des frais par Bruxelles	172.535.375
746000 Revenus patrimoniaux	522.199
749000 Produits divers	62.702
749100 Récupération des montant trop versé à IBPT	27.969.269

II. Coût des ventes et prestations

508.771.623

B. Services et biens divers 353.438.717

610 Locations

610100 Loc bâtiment, parking, gar	14.121.042
610310 Locations véhicules	263.005
610321 Locations photocopieurs	252.420
610400 Autres charges locatives	17.273
610500 Autres appareils en location	157.552

611 Entretien et réparations

611010 Nettoyage et entretien des locaux	4.531.123
611030 Frais de déménagement	2.100
611040 Enlèvement des ordures ménagères	29.202
611050 Embellissement du bâtiment	119.563
611100 Entre & réparat° informatique	274.868
611200 Entre & réparat° mob, mach, outillage	158.626
611310 Nettoyage véhicules	39.775
611311 Nettoyage véhicule HYU 698	720
611313 Nettoyage véhicule HYU 705	125
611314 Nettoyage véhicule HYU 707	275
611315 Nettoyage véhicule HYU 710	160
611316 Nettoyage véhicule HTA 228	275
611320 Entretien & réparat° véhicules	20.676
611321 Entretien & réparation HYU 698	60.422
611322 Entretien & réparation HYU 701	11.250
611323 Entretien & réparation HYU 705	35.727
611324 Entretien & réparation HYU 707	31.750
611325 Entretien & réparation HYU 710	13.772
611326 Entretien & réparation HTA 228	59.570
611328 Entretien & réparation SAH 228	13.969
611330 Réparation suite à un accident	17.691
611340 Achat petit équipement véhicules	4.137
611410 Cont, entret & raccord Chauffage	148.974

611450 Cont, entret & raccord Autres	1.836
612 Fournitures	
612010 Eau	80.845
612020 Gaz	420.845
612040 Electricité	895.575
612060 Combustible véhicules	102.638
612061 Combustible HYU 698	85.426
612062 Combustible HYU 701	10.928
612063 Combustible HYU 705	46.420
612064 Combustible HYU 707	42.318
612065 Combustible HYU 710	54.897
612066 Combustible HTA 228	51.965
612068 Combustible SAH 517	29.481
612110 Petit matériel de bureau et divers	769.337
612120 Papier et photocopies	495.306
612130 Imprimés	204.079
612140 Périodiques, brochures, doc diverse	32.891.866
612200 Télécommunications	37.280
612210 Frais de téléphone	3.789.979
612220 Frais des équipements mobiles	290.657
612230 Vidéotex - Lignes DCS	461.577
612310 Rétributions différencées	40.171.675
612320 Achat de timbres	12.839
612330 Enlèvement du courrier	25.300
612350 Envois spéciaux	24.447
612360 Autres frais postaux	26.851
612411 Matériel pour pc	28.198
612412 Imprimantes, microfiches, fax	538.315
612422 Autres achat info & téléphonique	159.093
612430 Traitement informatique	207.532
612440 Support informatique	6.050
612450 Frais de raccordement	663.106
612510 Accès au registre national	2.144.583
612520 Livraisons mensuelles	1.026.769
612600 Réfectoire	1.471
612610 Distribution de boissons	280.741
612620 Fournitures réfectoire / réception	6.572
612710 Equipement postes et boîte de secours	385.106
612720 Vêtements du travail	126.942
612730 Fournitures santé, hygiène	1.386
612740 Fournitures outillage	13.336
612760 Immobilisés refacturés à Bruxelles	347.119
613 Rétributions de tiers	
613100 Secrétariat social et médecine travail	28.928
613210 Huissiers	11.019.487
613220 Avocats	288.455
613230 Réviseurs et organismes de contrôle	697.262
613240 Tribunaux	1.742
613310 Frais de déplacement (100 %)	300.994
613320 Taxis	2.135
613410 Contrôle technique HYU 698	2.090
613420 Contrôle technique HYU 701	1.100
613440 Contrôle technique HYU 707	1.650
613450 Contrôle technique HYU 710	3.340
613460 Contrôle technique HTA 228	1.100

613510 Assurance bâtiment	92.459
613520 Assurance véhicule HYU 698	13.088
613521 Assurance véhicule HYU 701	18.845
613522 Assurance véhicule HYU 705	18.845
613523 Assurance véhicule HYU 707	17.980
613524 Assurance véhicule HYU 710	11.082
613525 Assurance véhicule HTA 228	18.845
613527 Assurance véhicule SAH 517	15.657
613550 Assurance personnel	344.373
613620 Visites médicales	1.450
613701 Exploitation informatique	59.340.901
613720 Formation du personnel et écolage	252.165
613740 Frais de représentat°/inaugurat°, réunions	124.931
613750 Cotisat° et affiliat° prof (service sociale)	150.000
614 Publicité	
614020 Imprimés publicitaires	787.710
615 Quote-part des Communautés	
615100 Quote-part à verser à la Communauté française	172.535.375
 C. Rémunérations, charges sociales et pensions	 148.471.217
 620 Rémunérations, charges sociales	
620020 Rémunérations contractuels	57.662.779
620030 Personnel mis à disposition par fédéral	85.678.303
620320 Prime de fin d'année	803.716
620420 Allocations familiales et de naissance	1.246.603
620620 Indemnités, heures supplémentaires	188.809
620820 Interventions frais de parcours et dons	216.861
620920 Autres primes et allocat° et indem séjour	405.100
625000 Provisions pour pécule de vacances	2.269.046
 D. Amortissement et réductions de valeur sur frais d'établissement sur immobilisations incorporelles et corporelles et provisions pour risques et charges	 6.825.953
 630 Amortissements, réduct° valeur, provisions	
630100 Amortissements sur immobilisat° incorporelles	238.087
630210 Amortissements sur mobilier	1.525.258
630230 Amortissements sur outillage et machines	17.949
630240 Amortissements sur matériel informatique et télém	4.907.335
630250 Amortissements sur matériel roulant	137.324
 G. Autres charges d'exploitation	 35.736
 640 Autres charges d'exploitation	
640000 Taxes sur véhicules	35.736
 IV. Produits financiers	 793.122
 C. Autres produits financiers	 793.122
 75 Produits financiers	
756000 Produits financiers divers	793.122

V. Charges financières 376

C. Autres charges financières 376

650 Charges financières
 659000 Charges financières diverses 376

VII. Charges exceptionnelles 252.048

E. Autres charges exceptionnelles 252.048

660 Charges exceptionnelles
 664000 Autres charges exceptionnelles 252.048

X. Impôts sur le résultat 118.970

A. Impôts 118.970

 670000 Impôts et précomptes retenus 118.970

Résultat de l'exercice 3.689.836**Résultat reporté de l'exercice précédent** -21 371 256**Résultat à reporter** -17 681 420

Compte de gestion 1999

Extrait de compte au 01/01/1999	61 373 332 F
+ Recettes du 01/01/99 au 21/06/99 hors solde de l'exercice antérieur	483 509 F
+ Recettes du 21/06/99 au 31/12/99	249 177 493 F
- Dépenses sur base de la dotation	- 157 681 223 F
- Versement à la Communauté française	- 140 000 000 F
- Solde de la caisse	- 4 604 F
Extrait de compte au 21/12/99	13 348 507 F

Résultat budgétaire sur base du tableau "Relevé des dépenses et des recettes de l'année 1999"	
Total des recettes	311 034 334 F
- Total des dépenses	- 330 216 598 F
Résultat	- 19 182 264 F

Différence entre le résultat des mouvements financiers et le résultat budgétaire	32 530 771 F
---	---------------------

Explication	
Différence entre les dépenses sur base des recettes et le versement à la Communauté française	- 32 535 375 F
Solde de la caisse	4 604 F
Différence	- 32 530 771 F

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/15479]

**1 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting
van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1999 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 1999

HOOFDSTUK I

Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

Artikel 1

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 1999, bedragen 1.194.600.000 frank (bijlage tabel I, kolom 1)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Artikel 2

De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 999.552.558 frank (bijlage tabel I, kolom 4)

Artikel 3

De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 195.047.442 frank (bijlage tabel I, kolom 6). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel I, kolom 8).

§ 3. Vaststelling van de variabele vastleggingskredieten

Artikel 4

De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1999 bedragen 7.443.070.938 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 2).

Daar het beginsaldo op 1 januari 1999, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren, -331.738.927 frank bedroeg (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 1), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 1999 7.111.332.011 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 3)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 36 en 39 van het decreet van 17 juli 1998 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1999 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de variabele kredieten

Artikel 5

De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1999 bedragen 6.299.919.165 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 4)

Artikel 6

Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten, op het einde van het begrotingsjaar 1999, 811.412.846 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 5)

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten

Artikel 7

De vastgestelde rechten ten behoeve van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 1999 238.109.839.858 frank (bijlage tabel II kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	230.851.000.356
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	14.491.378
- opbrengsten van lening	7.244.348.124

Artikel 8

De begrotingsontvangsten van het jaar 1999 bedragen 226.959.077.629 frank (bijlage tabel II kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit:

(in frank)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten	230.851.000.356-	fiscale en algemene kapitaalontvangsten	14.491.378-
opbrengsten van lening			7.244.348.124

Artikel 9

De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 frank (bijlage tabel II kolom 4)

Dit bedrag bestaat uit :

- a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel II kolom 5) (in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten
- opbrengst van lening
- b. naar het begrotingsjaar 2000 overgedragen rechten (bijlage tabel II kolom 6)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten
- opbrengst van lening

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 10**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1999 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnancering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze:

(bijlage tabel III, kolom 1).

Ordonnanceringskredieten	1.147.100.000
Niet-gesplitste kredieten	241.883.800.000

Artikel 11

Die uitgavenmachtigingen werden gewijzigd bij aanpassingen verricht krachtens de aanpassingsdecreten voor een bedrag van -913.300.000 frank verdeeld op de volgende wijze (nettoaanpassing) (bijlage tabel III kolom 2) :

Ordonnanceringskredieten	-19.500.000
Niet-gesplitste kredieten	-893.800.000

Artikel 12

De toegekende uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit de artikelen 10 en 11 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 5.239.568.305 frank krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel III kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	5.239.568.305

Artikel 13

- Krachtens de artikelen 10, 11 en 12 hierboven, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1999 247.357.168.305 frank (bijlage tabel III, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten	1.127.600.000
Niet-gesplitste kredieten	246.229.568.305

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 14**

De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 1999 bedragen 237.777.544.560 frank (bijlage tabel III, kolommen 5,6 en 7), onderverdeeld in:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	163.486.040	744.649.265	908.135.305
Niet-gesplitste kredieten	2.230.179.701	234.639.229.554	236.869.409.255
Totaal	2.393.665.741	235.383.878.819	237.777.544.560

Artikel 15

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 237.755.294.560 frank waarvan:

Ordonnanceringskredieten	908.135.305
Niet-gesplitste kredieten	236.847.159.255
(bijlage tabel III, kolom 8)	

Artikel 16

Voor de uitgaven die nog geregulariseerd moeten worden voor een bedrag van 22.250.000 frank waaronder:

Ordonnanceringskredieten	22.250.000
Niet-gesplitste kredieten	
wordt artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 toegepast (bijlage tabel III, kolom 9).	

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 17**

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 13) en de aangerekende verrichtingen (artikel 14) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1999 van 9.579.623.745 frank onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	219.464.695
Niet-gesplitste kredieten	9.360.159.050

Artikel 18

Om te uitgaven van het begrotingsjaar 1999 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 251.456.892 frank:

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	251.456.892

Deze kredieten worden verdeeld als vermeld in de tabel VI van de bijlage.

Artikel 19

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 17 en 18, bestaat het bedrag van de op 31 december 1999 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel III, kolommen 11 en 12).

	Ordonnancerings-kredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	219.464.695	2.646.879.017	2.866.343.712
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten	0	6.964.736.925	6.964.736.925

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1999**Artikel 20**

Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 1999 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening bedragen 238.109.839.858 frank

De uitgaven bedragen 237.777.544.560 frank

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de ontvangsten de uitgaven met 332.295.298 frank

Daar het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1998 -8.938.774.353 frank bedroeg, bedraagt het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1999 -8.606.479.055 frank

HOOFDSTUK III**Ontvangsten en uitgaven betreffende de variabele kredieten****§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten****Artikel 21**

De vastgestelde rechten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 1999 7.443.070.938 frank (bijlage tabel II aangewende ontvangsten) waarvan

Lopende ontvangsten	7.415.021.909
Kapitaalontvangsten	28.049.029

§ 2. Vaststelling van de variabele ordonnanceringskredieten**Artikel 22**

De openstaande en aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringen van het begrotingsjaar 1999 bedragen 7.443.070.938 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen, kolom 2)

Daar het beginsaldo op 1 januari 1999 -310.986.430 frank bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringen op de variabele kredieten 7.132.084.508 frank (bijlage tabel IV ordonnancering, kolom 3)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 36 en 39 van het decreet van 17 juli 1998 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1999 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten**Artikel 23**

De ordonnanceringen aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 1999 bedragen 6.232.275.755 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen, kolom 4).

Artikel 24

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 22 eerste lid en 23, bedraagt het jaarlijkse saldo van de variabele ordonnanceringskredieten 1.210.795.183 frank

Artikel 25

Overeenkomstig de bepalingen van artikelen 22 tweede lid en 23 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnanceringen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 1999 899.808.753 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen kolom 5) .

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IVOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 26**

De begrotingsdecreten van het jaar 1999 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

(in frank)

- Ontvangsten	0
- Uitgaven	0

(bijlage tabel V, kolommen 1, 2).

Artikel 27

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1999 bedroeg -117.942.737 frank (bijlage tabel V kolom 7).

Er werd geen ontvangst geboekt op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

Artikel 28

Er werd geen uitgave aangerekend op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

Artikel 29

Daar er geen verrichtingen van ontvangsten en uitgaven werd verricht zoals blijkt uit de artikelen 27 en 28, bedraagt het op 31 december 1999 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap beschikbare saldo -117.942.737 frank (bijlage tabel V kolom 9).

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK VGlobaal resultaat**Artikel 30**

Alle diensten samen, begroting en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 20, 23 en 29 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 1999 (in frank):

Begroting sensu stricto : 332.295.298

Variabele kredieten : 1.210.795.183

Afzonderlijke sectie :

Totaal : 1.543.090.481

**TWEEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN
VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

HOOFDSTUK I

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer
van het ministerie van de Franse Gemeenschap

§ 1 Vaststelling van de ontvangst

Artikel 31

De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangst bedragen 8.194.100.000 frank (bijlage tabel VII kolom 1)

De ontvangst voor het begrotingsjaar 1999 bedragen 14.731.242.906 frank.

Ze worden onderverdeeld als volgt:

- Saldo op 1 januari	5.193.456.439
- Ontvangsten van het jaar	9.537.786.467

(bijlage tabel VII, kolommen 3 en 6).

Het bedrag van 14.731.242.906 frank is het beschikbaar bedrag voor de uitgaven van het jaar 1999.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven

Artikel 32

De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 8.673.671.040 frank (bijlage tabel VII kolom 2).

De uitgaven bedragen 9.351.766.366 frank (bijlage tabel VII kolom 4).

§ 3. Begrotingsresultaat

Artikel 33

Overeenkomstig de artikelen 31 en 32, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 186.020.101 frank.

Het bedrag beschikbaar op 31 december 1999 bedraagt 5.379.476.540 frank.

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

**DERDE DEEL. VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN
VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN HET TYPE A**

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling

**HOOFDSTUK I
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES**

Lopend jaar

Artikel 34

Begrotingsverwijzing: decreet van 17 juli 1998 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1999 artikel 41

Boek 157 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1999 wordt opgesteld als volgt:

a) **Ontvangsten**

ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	1.116.231.000
aangerekende ontvangsten	1.064.623.967
verschil	51.607.033

b) **uitgaven**

kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	1.220.608.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	1.220.608.000
totaal van de kredieten	1.098.057.966

aangerekende uitgaven	122.550.034
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	1.064.623.967
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 1999 wordt als volgt samengevat	1.098.057.966

ontvangsten

-33.433.999

uitgaven

1.220.608.000

uitgavenoverschot

1.098.057.966

HOOFDSTUK II

FONDS D'EGALISATION DES BUDGETS (Egalisatiefonds voor begrotingen)

Lopend jaar

Artikel 35

Begrotingsverwijzing: decreet van 17 juli 1998

houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1999 artikel 41

Boek 157 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het *Fonds d'égalisation des budgets* voor het jaar 1999 wordt opgesteld als volgt:

a) **ontvangsten**

ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	2.500.000.000
aangerekende ontvangsten	0

verschil

-2.500.000.000

b) uitgaven		
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet		1.857.300.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden		
totaal van de kredieten	1.857.300.000	
aangerekende uitgaven	1.857.300.000	
kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	0	
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 1999 wordt als volgt samengevat		
ontvangsten	0	
uitgaven	1.857.300.000	
uitgavenoverschot	-1.857.300.000	

HOOFDSTUK III
SERVICE DE PERCEPTION DE LA REDEVANCE RADIO ET TELEVISION
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

Lopend jaar

Artikel 36

Begrotingsverwijzing: decreet van 17 juli 1998 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1999 artikel 41

Boek 157 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van de *Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française* voor het jaar 1999 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten		
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet		247.000.000
aangerekende ontvangsten	311.034.334	
verschil	64.034.334	
b) uitgaven		
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	247.000.000	
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden		
totaal van de kredieten	247.000.000	
aangerekende uitgaven	330.216.598	
kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	-83.216.598	
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 1999 wordt als volgt samengevat		
ontvangsten	311.034.334	
uitgaven	330.216.598	
uitgavenoverschot	-19.182.264	

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,

Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector

M. TARABELLA,

Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie

C. FONCK,

Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 379-1

Zitting 2007-2008

Stukken van het Parlement – Verslag, nr. 379-2

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.